

## **PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE**

**DIRECTION RÉGIONALE ET INTERDÉPARTEMENTALE DE  
L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE D'ÎLE-DE-FRANCE**

**Unité territoriale de Seine-et-Marne**

**Arrêté préfectoral 2015 / DRIEE / UT77 / 083  
de Mise en Demeure à l'encontre de la SCI GABRIEL BOUILLON  
pour l'ancien site de la société ANTICORROSION  
Impasse Denis Papin sur la commune de GRETZ ARMAINVILLIERS (77220)**

**Le préfet de Seine-et-Marne  
Officier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1<sup>er</sup> relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

Vu le Code de l'Environnement, Livre V, Titre IV relatif aux Déchets chapitre 1<sup>er</sup> relatif aux dispositions générales relatives à la prévention et à la gestion des déchets, et notamment ses articles L.541-1, L.541-2, L.541-3, L.541-7 et R.541-12-16,

Vu le courrier du 12 mai 2015 adressé à monsieur Daniel Bouillon gérant de la SCI Gabriel Bouillon l'informant de ses obligations et des sanctions qu'il encourt en sa qualité de détenteur des déchets,

Vu le rapport de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France consécutif à une inspection effectuée le 17 avril 2015 dans l'établissement susvisé,

Vu l'arrêté préfectoral n°14/PCAD/129 en date du 1<sup>er</sup> septembre 2014 de Monsieur le préfet de Seine et Marne donnant délégation de signature à M. Alain VALLET, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

Vu l'arrêté 2015 DRIEE IdF 132 du 16 mars 2015 portant subdélégation de signature,

Vu l'absence de réponse de la part la SCI GABRIEL BOUILLON au courrier du 12 mai 2015,

Considérant que le producteur des déchets, la société ANTICORROSION qui relevait de la réglementation relative aux installations classées, a juridiquement disparu suite à la clôture de la liquidation par jugement du 18 novembre 2011,

Considérant que le propriétaire des terrains et actuel détenteur des déchets de sables pollués au plomb, la SCI Gabriel Bouillon dont le gérant est monsieur Daniel Bouillon, n'a engagé aucune mesure afin de procéder à l'évacuation de ces déchets,

Considérant que le propriétaire des terrains et actuel détenteur des déchets de sables pollués au plomb, la SCI Gabriel Bouillon dont le gérant est monsieur Daniel Bouillon, était lié à l'exploitation de l'installation classée ANTOCORROSION, aujourd'hui liquidée, et dont le nom commercial était « G.BOUILLON ANTICORROSION GBA »,

Considérant que monsieur Daniel Bouillon gérant de la SCI Gabriel Bouillon a été l'ancien responsable de la société Anticorrosion et a attesté lui même avoir été en 1995 le PDG de la société ANTICORROSION,

Considérant que les analyses de 2004 mettent en évidence **une pollution des sables en métaux lourds et notamment en plomb et en zinc.**

Considérant que si le plomb et le zinc ne sont pas volatils, les déchets sont disposés en tas, à l'état pulvérulent,

Considérant que ces déchets ne sont pas bâchés, ces déchets sous forme de poussières sont susceptibles de s'envoler et d'être inhalés

Considérant que l'article L.541-3 du code de l'environnement permet au titulaire du pouvoir de police de mettre en demeure le producteur ou le détenteur des déchets d'effectuer les opérations nécessaires au respect du chapitre L.541-3 du code de l'environnement dans un délai déterminé,

Considérant que l'article R.541-12-16 dispose que sur le site d'une installation classée, l'autorité titulaire du pouvoir de police mentionnée à l'article L.541-3 est l'autorité administrative chargée du contrôle de cette installation,

Considérant que le site sur lequel se trouvent les déchets relevait de la réglementation relative aux installations classées,

Considérant qu'en conséquence le préfet de Seine-et-Marne est l'autorité de police compétente pour l'application de l'article L.541-3 du code de l'environnement,

Considérant que les déchets de sables pollués au plomb sont susceptibles de polluer l'environnement et de porter atteinte aux intérêts protégés par l'article L.541-1,

Considérant que la société AVR Environnement a autorisé la SCI Gabriel Bouillon à accéder à ses terrains en empruntant le passage sur son site tout en la prévenant au minimum 8 jours avant,

Considérant que la SCI Gabriel Bouillon a été avertie à plusieurs reprises que si elle ne procédait pas à l'évacuation de ses déchets, elle serait mise en demeure de procéder à l'évacuation des déchets dans un délai de trois mois conformément aux dispositions de l'article L.541-3 du code de l'environnement,

Considérant que la présence des déchets a été constatée lors de la visite d'inspection du 17 avril 2015 et que les déchets ne sont pas bâchés,

Considérant par conséquent que la SCI Gabriel Bouillon, détenteur des déchets abandonnés sur sa propriété et à ce titre, responsable de la gestion desdits déchets jusqu'à leur élimination ou leur valorisation finale ne satisfait pas aux exigences de l'article L.541-2 du code de l'environnement qui dispose :

« Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge. » ,

Considérant par ailleurs qu'en application de l'article L.541-7 du code de l'environnement, la société SCI Gabriel Bouillon est tenue de fournir à l'administration toutes les informations concernant les modalités d'élimination des déchets qu'elle remet à un tiers,

Sur proposition du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**

La SCI GABRIEL BOUILLON, dont le siège social est situé 26 rue Saint Paulin à LA VARENNE SAINT HILAIRE (94210), est, en sa qualité de détenteur des déchets abandonnés sur sa propriété située impasse Denis Papin sur la commune de GRETZ-ARMAINVILLIERS (77220), mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, l'article L541-2 du code de l'environnement en réalisant les opérations suivantes :

- évacuer la totalité des déchets présents sur sa propriété située impasse Denis Papin sur la commune de GRETZ-ARMAINVILLIERS (77220) vers des installations dûment autorisées à les recevoir, **dans un délai maximal de trois mois** ,
- transmettre au préfet tous les justificatifs de leur bonne élimination ou valorisation.

**ARTICLE 2**

Si les dispositions de l'article L.541-2 du code de l'environnement n'étaient pas satisfaites dans le délai prévu à l'article 1<sup>er</sup>, la société s'exposerait aux sanctions administratives et pénales prévues respectivement aux articles L.541-3 et L.541-46 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3**

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de GRETZ – ARMAINVILLIERS et peut y être consultée.

Une copie du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles la SCI GABRIEL BOUILLON est soumise, est affichée en mairie de GRETZ – ARMAINVILLIERS pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de ces formalités est adressé à la Préfecture (Direction de la Coordination des Services de l'Etat) par les soins du maire.

Une copie du présent arrêté est publié sur le site Internet de la Préfecture pour une durée identique.

Une copie du présent arrêté est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire.

**ARTICLE 4 : DELAI ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la préfète de Seine-et-Marne ou d'un recours hiérarchique auprès de la ministre chargée de l'écologie, dans un délai de 2 mois à compter de la notification ; dans le silence gardé par l'administration pendant 2 mois, la société dispose d'un délai de 2 mois pour exercer un recours en excès de pouvoir près le Tribunal administratif de Melun.

## **ARTICLE 5**

- Le Secrétaire général de la Préfecture,
- Le Maire de GRETZ-ARMAINVILLIERS,
- Le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France à PARIS,
- Le Chef de l'unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie à SAVIGNY-LE-TEMPLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la SCI GABRIEL BOUILLON, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 16 juin 2015

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur empêché,  
Le Chef de l'Unité territoriale,



Guillaume BAIFRANCE

## **DESTINATAIRES :**

- SCI GABRIEL BOUILLON,
- Monsieur le Maire de GRETZ-ARMAINVILLIERS,
- Le Préfet de Seine et Marne (SIDPC),
- Le Préfet de Seine et Marne (DCSE),
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- Le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- M. Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Énergie et de l'Environnement d'Île-de-France à Paris,
- M. le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Énergie et de l'Environnement d'Île-de-France à Savigny-le-Temple.